

Et pour vous, ce sera quel objectif?

Deux initiatives relatives aux coûts de la santé font les gros titres en ce moment: le PDC demande d'introduire un objectif en termes de coûts pour l'assurance de base, tandis que le PS souhaite plafonner les primes maladie. Ces initiatives ne résoudreont pas les problèmes du système de la santé. Le PS modifie le financement des soins et affaiblit, ce faisant, la responsabilité individuelle. L'initiative du PDC est susceptible d'occasionner encore plus de dommages.

Une initiative populaire bien pensée énonce un problème réel et propose une solution réalisable et durable pour le résoudre. Malheureusement, les initiatives de ce genre sont de plus en plus rares. La plupart énoncent bien un problème, mais peinent à formuler une bonne solution. Le PDC et le PS ont identifié un problème réel: dans le système de la santé, nous naviguons à l'aveuglette et cela nous coûte cher. Les assurés paient des primes élevées, mais ne savent pas vraiment ce qu'ils auront en contrepartie. Il serait logique d'examiner de plus près les prestations fournies et l'adéquation avec les coûts. Cela suppose de la transparence en ce qui concerne la fourniture des prestations. Or ces initiatives ne s'intéressent qu'aux coûts. Le PS propose de les mutualiser davantage, le PDC tout bonnement de les limiter.

PLAFONNER LES PRIMES AGGRAVERAIT LE PROBLEME

L'initiative du PS affaiblirait la responsabilité individuelle. La solution proposée est simpliste: financer une plus grande partie des coûts via l'impôt, afin que plus personne ne les voie. Cela n'est manifestement pas une solution durable, car un problème fondamental de l'assurance maladie est précisément la mutualisation des coûts. Quand d'autres paient la note, on a tendance à commander un peu plus. Il n'y a qu'à voir l'évolution des coûts dans l'assurance de base: ils sont supérieurs à ceux de l'ensemble du système de santé. Cela s'explique par son mode de financement, cela coule de source. Le système actuel incite des assurés à solliciter des prestations inutiles aux dépens de la collectivité. Les économistes appellent ce phénomène le risque moral («moral hazard», en anglais). Celui-ci affaiblit la solidarité et fait augmenter les coûts. Le remède est d'adapter régulièrement la participation aux coûts. Le PS demande pourtant le contraire: au lieu d'accroître le financement individuel, il augmente les dépenses financées via l'impôt.



UN OBJECTIF EN TERMES DE COÛTS SUSCEPTIBLE DE CAUSER D'IMPORTANTES DOMMAGES

Le PDC emprunte une autre voie et demande la fixation d'un objectif en termes de coûts. Ce faisant, il laisse entrevoir une solution simple à un problème complexe. Mais comment la mettre en œuvre? Ce serait seulement possible dans un système centralisé, comme celui mis en place au Royaume-Uni. Outre-Manche, le National Health System (NHS) est l'organe central qui prend les décisions de vie et de mort. Lorsqu'une thérapie est trop onéreuse, elle n'est pas autorisée et les assurés en supportent les conséquences. En Suisse, les décisions se prennent de manière décentralisée. Ce système a fait ses preuves. Au final, l'ensemble de notre prospérité repose sur des structures concurrentielles décentralisées. Le système de santé suisse actuel ne permet pas de mettre en œuvre l'objectif en termes de coûts du PDC. L'initiative du PDC ne vise donc pas en priorité à une baisse des coûts, mais bien à entamer une transition vers la médecine étatique centralisée.

DELICAT SUR LE PLAN ETHIQUE

Si on établit un budget pour le système de santé, quelqu'un devra décider quels fournisseurs de prestations peuvent revendiquer quelle part du pot. Ceci est assez délicat surtout du point de vue éthique, car aujourd'hui certaines maladies peuvent être mieux traitées et que le nombre et l'âge des personnes concernées évolue constamment. Quels groupes démographiques devront être traités en priorité et les frais liés à quelles thérapies ne seront plus couverts? Tout le monde est perdant avec de tels arbitrages. Penser qu'on pourrait faire une omelette sans casser des œufs est franchement naïf. Un frein aux coûts entraînerait non seulement une médecine étatique, mais également des décisions centralisées sur la maladie, la souffrance et la mort. Heureusement, il existe d'autres options que nous vous avons présentées dans un article antérieur.